

## Il faut aider la presse

### L'invitée

Anne  
Emery-Torracinta

Conseillère d'État



Fille de journaliste, mère de journaliste, j'ai toujours été sensible à tout ce qui concerne la presse, son évolution, sa diversité. J'ai toujours voulu pouvoir consulter plusieurs médias pour former ma propre opinion. J'ai toujours pensé que nous devions avoir des journaux de sensibilités différentes qui enquêtent, disent les faits et donnent du sens aux informations qui nous submergent en permanence. Des médias qui assument pleinement leur rôle à la fois critique et de lien social, qui ambitionnent d'analyser les défis du temps. Une presse qui dérange, qui est critiquée, parfois à juste titre. Mais qui, malgré ses erreurs, nous est indispensable dans sa diversité

et sa richesse. Or cette diversité est menacée par la crise que traverse la presse romande et la brutalité des décisions de certains éditeurs. Disparition de *L'Hebdo*, fusion au sein d'une seule rédaction située à Lausanne des rubriques Économie, Suisse, Sport et Monde de la *Tribune de Genève*, du *Matin Dimanche* et de *24 heures*, licenciements au *Temps*, à l'*ATS* et à *La Côte*, autant de mauvaises nouvelles qui révèlent l'ampleur de la crise et la violence de ce tsunami médiatique. C'est inquiétant pour le débat démocratique et le vivre-ensemble. Le démantèlement discret de la *Tribune de Genève* m'inquiète particulièrement. Quels que soient les qualités des journalistes de cette nouvelle rédaction et leur souci de tenir compte des spécificités cantonales, comment ne pas s'inquiéter de la perte par la *Tribune* d'une partie de son autonomie, voire de son indépendance? Car si les commentaires du dernier exploit de Federer peuvent être communs à Genève et Lausanne, il

n'en est pas de même des récentes décisions fédérales en matière de financement des transports publics. Traiter depuis Lausanne de la politique fédérale et des rapports de Genève avec Berne n'est pas satisfaisant. Il en est de même du traitement de l'économie et de la politique internationale, thèmes importants pour Genève. Il ne s'agit pas de défendre un cantonalisme étroit. Mais de constater que la diversité de la presse quotidienne dans la principale ville de Suisse romande se réduit dorénavant au *Courrier* - dont on connaît les difficultés financières - et à la rédaction locale de la *Tribune*, alors qu'il y a plusieurs années nous avions le choix entre cinq quotidiens. Cela exige de rappeler à Tamedia que Genève a besoin d'un grand média pour exprimer ses particularités et ses préoccupations. Mais, au-delà du cas genevois, la crise de la presse exige une intervention des pouvoirs publics, dans la mesure où les médias contribuent à la démocratie et

favorisent le débat citoyen. L'ouverture ce printemps de la procédure de consultation par Berne du projet de loi sur les médias électroniques doit être l'occasion d'affirmer cette exigence.

L'idée d'une aide publique ne doit plus être un tabou. La presse doit être soutenue par la Confédération et les cantons si nous ne voulons pas voir disparaître encore d'autres journaux. Aide à la distribution, à l'innovation et à la création de nouveaux médias, soutien à la formation des journalistes et au journalisme d'investigation: comme dans de nombreux pays, cette aide publique peut prendre des formes diverses. Mais elle est indispensable à la survie d'une presse de qualité. Il est urgent d'en débattre. Ce qui se passe n'est pas seulement l'affaire des journalistes et des politiques. Tous les citoyens sont concernés par l'ampleur de cette crise car lorsque la diversité de la presse s'appauvrit, c'est la démocratie qui est perdante.